

phone, mais aussi au mot «royal» qui a été enlevé dans l'expression «postes royales» inscrite sur nos boîtes postales. Même le mot «britannique» suscite la haine et la colère dans certains milieux. A mon avis, il faut imputer cet état de choses à de fausses prémisses. Les hypothèses sont fondées sur le Québec et nos traditions françaises. Afin de réaliser l'unité au Canada, nous devons accepter le Canada français comme fondement concret du canadianisme et les Canadiens de langue anglaise doivent travailler afin de s'identifier à ce genre de Canada authentique. En d'autres mots, il semble être reconnu qu'il n'existe aucune vertu canadienne dans nos traditions anglo-saxonnes.

Je voudrais vous signaler un ouvrage intitulé *Freedom Wears a Crown* par John Farthing, jeune Canadien éminent décédé dans la fleur de l'âge. A l'instar du docteur Forsey, il avait prévu ce qui allait se passer. Je prédis que, au cours des années, ce livre acquerra une très grande réputation. Voici ce que dit l'auteur à la page 87:

Essentiellement, l'unité canadienne envisagée par M. King comporte plus que des rapports harmonieux entre les collectivités françaises et anglaises du pays, mais la réalisation de cette harmonie n'est possible que si l'on parvient à détruire complètement le sens communautaire qui existe chez les Canadiens d'expression anglaise. Ils doivent prendre conscience d'eux-mêmes comme peuple en cessant de représenter quelque chose par eux-mêmes, sauf ce qui est compatible avec une unité dont les conditions sont dictées par d'autres. Les Canadiens d'expression anglaise parviendront à l'unité et, partant, à la pleine conscience d'eux-mêmes, en étant disposés à tout abandonner de leur patrimoine et de leurs traditions et tout ce qui, jusque-là, les a dotés d'un caractère distinctif et en a fait le peuple bien loin d'être méprisable qu'ils forment aujourd'hui.

J'ai fait de très nombreuses allusions au Québec, mais j'estime que c'est le Canada anglais et plusieurs des chefs mentionnés qui portent la plus grande partie de la responsabilité. Si le Canada anglais a fourni des apports significatifs, ceux-ci sont demeurés dans l'obscurité. Les dirigeants ont failli à leur devoir et j'en accuse le parti libéral car, somme toute, c'est sûrement lui qui a gouverné le pays le plus longtemps ces derniers temps. Ce n'est pas la faute de la province de Québec. Que l'on ne s'y trompe pas. Ce n'est pas la faute du Québec si personne n'est au courant des faits et gestes du Canada anglais. Nous ne savons pas nous-mêmes en quoi consistent nos réalisations, nos buts à atteindre, nos frontières. Bien que je ne puisse prétendre connaître les aspirations des Canadiens français ni savoir de quel côté ils s'orientent, je suis persuadé que nous, du Canada anglais, avons perdu de vue et nos objectifs et le sens de notre culture et de notre nationalisme.

Il se peut aussi que le canadianisme des Anglo-Saxons ait trop versé dans la justification de soi et se soit montré trop négatif. Il se peut

que nous ayons fait des progrès sur le plan économique, mais que nous ayons tiré de l'arrière dans d'autres domaines. C'est pourquoi je voudrais mettre cartes sur table. Nous n'avons peut-être pas besoin d'une révolution en douce, du genre de celle qui se produit au Québec actuellement, mais ce qui s'impose peut-être—et je devrais même dire effectivement—c'est une conception toute différente du Canada, qui se rallie à certaines notions fondamentales, non pas d'un Canada ou d'un autre, mais d'un Canada répondant aux exigences traditionnelles de chacun. Je tiens à dire que le chef de mon parti a toujours insisté, des années durant, sur l'idée d'un Canada uni.

Je voudrais maintenant, monsieur l'Orateur, citer un autre passage de l'ouvrage *Freedom Wears a Crown*. M. Farthing a exprimé cette pensée bien mieux que je ne saurais la faire:

...le même problème fondamental se pose dans le cas des Canadiens de langue française que dans celui de leurs compatriotes de langue anglaise.

Nous devons décider si le Canada redeviendra une démocratie conforme à notre constitution et à ce que nous considérons comme un mode de gouvernement idéal, ou s'il se transformera en république dépendante. Voilà la question fondamentale qui déterminera l'unité nationale et c'est dans cette perspective que la question prend tout son sens. C'est aussi le problème le plus important que nous ayons à résoudre, car la solution que nous y apporterons sera la clé de presque tous les autres problèmes qui nous sollicitent. La question est au-dessus des considérations de parti; elle revêt trop d'importance pour que l'un ou l'autre groupe fasse appel aux préjugés populaires. Elle devrait être traitée d'une manière qui fasse honneur à notre maturité politique.

Après ces quelques observations sur le nationalisme des Canadiens de langue française et des Canadiens de langue anglaise, je voudrais dire un mot de ce qu'on a qualifié de républicanisme. J'ignore combien de Canadiens aimeraient que notre pays soit une république. En réponse à une question, le député de Lotbinière (M. Choquette) a déclaré sans équivoque qu'il était républicain mais non séparatiste. J'arrive mal à comprendre comment on peut être républicain sans être séparatiste, mais le représentant a déclaré, à titre de député siégeant à la Chambre, qu'il était en faveur de la république. L'idée doit sûrement avoir un certain nombre de partisans dans sa circonscription.

J'appelle, comme premier témoin, un Canadien français très distingué. Il s'agit, bien entendu, du premier ministre du Québec, M. Jean Lesage, qui, au cours de sa tournée triomphale en France, en 1963, tournée dont nous nous souvenons tous, disait à Londres, selon une nouvelle parue dans le *Chronicle Herald* et dont l'auteur est M. Eric Dennis:

Le premier ministre du Québec, M. Jean Lesage, disait ici, hier, que dans sa province, les feux du nationalisme allumés par le ressentiment d'être mal traité dans la société canadienne, s'éteignaient doucement.